

COMMUNIQUE DE PRESSE DES CONSEILLERS GENERAUX U.M.P / Divers Droite :
Jean RIGUAL, Mauricette FABRE, Richard PULY-BELLI, Jean SOL, Jean-Claude TORRENS
et Véronique VIAL-AURIOL.

Christian BOURQUIN doit démissionner !

Et de deux ! Même si la première condamnation à 2 mois de prison avec sursis du Président BOURQUIN dans la précédente affaire dite du « Chèque au P.S » avait été transformée en amende pénale de 5.000 € par la cour d'Appel d'Aix-en-Provence, cette nouvelle condamnation démontre que la Justice n'est pas dupe des magouilles de Christian BOURQUIN, contrairement à ce que croient certains !

En effet, un peu plus d'un an après le renvoi de Christian BOURQUIN en Correctionnelle pour des faits de favoritisme dans un marché public au profit de l'Agence de communication SYNTHESE, de son ami Pascal PROVENCEL, lui aussi condamné, la Justice vient de trancher et de sanctionner comme il se doit ces deux délinquants en col blanc qui se jouaient depuis des années de l'appareil judiciaire, en passant jusqu'à présent entre les mailles du filet et, en s'en glorifiant en plus au mépris des administrés !

L'action politique, telle que nous la concevons, requiert une parfaite exemplarité que Christian BOURQUIN n'a jamais incarnée. La Justice confirme ceci par la sanction qu'elle vient de prononcer et par son réquisitoire accablant envers les agissements d'un Elu de la République, Président de notre Région et Sénateur des P-O que Christian BOURQUIN est devenu depuis le mois de septembre dernier.

Nous réclamons donc la démission de Christian BOURQUIN de ces mandats électifs, non pas comme une double peine, mais au nom d'une Démocratie plus saine.

**Pour le Groupe des Conseillers Généraux
U.M.P / Divers Droite**



**Les Elus, Jean RIGUAL
Mauricette FABRE
Richard PULY
Jean SOL
Jean-Claude TORRENS
Véronique VIAL-AURIOL**